

**Commune de CARNAC – MORBIHAN**  
**COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 24 FEVRIER 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 24 février à 18 heures 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué par lettre du 18 février 2022, s'est réuni à la mairie, en séance publique.

**Etaient présents** : M. Olivier LEPICK, Mme Nadine ROUE, M. Pascal LE JEAN, Mme Sylvie ROBINO, M. Gérard MARCALBERT, Mme Catherine ISOARD, M. Michel DURAND, Mme Christine LAMANDE, Mme Marie-Pierre GASSER, M. Olivier BUQUEN, Mme Christine DESJARDIN, M. Jean-Paul KERGOZIEN, M. Christophe RICHARD, M. Philippe LE GUENNEC, Mme Juliette CORDES, Mme Jeannine LE GOLVAN, M. Yann GUIMARD, M. Tom LABORDE, M. Pierre-Léon LUNEAU.

**Absents excusés** : Mme Katia SCULO qui a donné pouvoir à Juliette CORDES, Mme Catherine ALLAIN qui a donné pouvoir à Catherine ISOARD, M. Loïc HOUDOY qui a donné pouvoir à Christophe RICHARD, M. Jean-Luc SERVAIS qui a donné pouvoir à Nadine ROUE, Madame Morgane PETIT, Madame Françoise LE PENNEC qui a donné pouvoir à Marie-Pierre GASSER, M. Charles BIETRY qui a donné pouvoir à Olivier LEPICK, Madame Justine VIENNE qui a donné pouvoir à Michel DURAND.

**Secrétaire de séance** : M. Tom LABORDE

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-01**

**Objet : Désignation d'un secrétaire de séance**

Conformément aux dispositions des articles L 2122-23 et L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Municipal de désigner au début de chaque séance son secrétaire.

Monsieur Tom LABORD a été désigné.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-02**

**Objet : Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 10 décembre 2021**

Monsieur le Maire soumet le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2021 à l'approbation des Conseillers Municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler avant son adoption définitive.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'approuver le procès-verbal de la séance du 10 décembre 2021 tel qu'annexé à la présente délibération.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-03**

**Objet : Compte rendu des Décisions du Maire (2021-142 à 2022-33)**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2020-23 du 23 mai 2020 et, conformément aux dispositions des articles L 2122-23 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a délégué certaines de ses attributions au Maire à ses Adjoints et Conseillers Délégués.

Selon ces mêmes articles, la Loi impose de donner communication des Décisions prises par M. le Maire depuis la précédente séance sans donner lieu toutefois ni à avis du Conseil ni à vote de ce dernier.

**Le Conseil Municipal prend acte des Décisions prises selon le tableau et la décision 2021-149 annexés à la présente délibération :**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-04**

**Objet : Budget Principal – Compte de Gestion 2021**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 du budget principal de la Commune et les trois décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que l'exécution budgétaire de l'exercice,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et du Développement Economique réunie le 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De déclarer que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par M. le Trésorier, receveur de la commune, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part,
- D'approuver le compte de gestion 2021 du budget principal de la Commune qui présente les résultats suivants cumulés à la clôture de l'exercice :

		Résultat de clôture au compte de gestion 2021
Investissement	Excédent	<b>3 066 984.23 €</b>
Fonctionnement	Excédent	<b>4 662 489.18 €</b>
<b>Total</b>	<b>Excédent</b>	<b>7 729 473.41 €</b>

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-05**

**Objet : Budget Annexe Musée – Compte de Gestion 2021**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2021 du budget annexe Musée et les décisions modificatives qui s'y rattache, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire, ainsi que l'exécution budgétaire de l'exercice,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et du Développement Economique réunie le 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De déclarer que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par M. le Trésorier, receveur de la commune, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part, ;
- D'approuver le compte de gestion 2021 du budget annexe Musée qui présente les résultats suivants cumulés à la clôture de l'exercice :

		Résultat de clôture au compte de gestion 2021
Investissement	Déficit	- 63 448.19 €
Fonctionnement	<b>Résultat</b>	<b>00.00 €</b>
<b>Total</b>	Déficit	- 63 448.19 €

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-06**

**Objet : Budget Principal – Compte administratif 2021**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-14 selon lequel le maire doit se retirer au moment du vote du compte administratif,

Vu le budget primitif et les trois décisions modificatives de l'exercice 2021,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2021,

Vu le compte administratif de l'exercice 2021 présenté par le Maire,

Considérant que M. Olivier LEPICK, Maire de Carnac, a normalement administré pendant le cours de l'exercice 2021 les finances de la commune en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ou utiles,

Constatant les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion 2021 relatives au report à nouveau, au résultat, aux débits et aux crédits budgétaires portés aux différents comptes,

Reconnaissant la sincérité des restes à réaliser,

Considérant que M. Pascal LE JEAN a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

Considérant que M. Olivier LEPICK, maire, s'est retiré pour laisser la présidence à M. Pascal LE JEAN pour le vote du compte administratif,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et du Développement Economique réunie le 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'approuver le compte administratif 2021 du budget principal de la Commune, faisant apparaître les résultats suivants :

<b>Résultat à la clôture de l'exercice 2020 :</b>		
Section de fonctionnement:	Résultat	3 804 449.15 €
dont : Part affectée à l'investissement en 2020		2 100 000.00 €
Excédent de fonctionnement reporté en 2020		1 704 449.15 €
Section d'investissement :	Déficit de	246 248.20 €
<b>Recettes – Titres émis en 2021 :</b>		
Section de fonctionnement		14 962 279.81 €
Section d'investissement		5 756 878.46 €
<b>Dépenses – Mandats émis en 2021 :</b>		
Section de fonctionnement		12 004 239.78 €
Section d'investissement		2 443 646.03 €
<b>Résultat à la clôture de l'exercice 2021 :</b>		
<b>Section de fonctionnement :</b>	<b>Excédent de</b>	<b>2 958 040.03 €</b>
<b>Section d'investissement :</b>	<b>Excédent de</b>	<b>3 313 232.43 €</b>
<b>Résultat global de clôture 2021 (hors restes à réaliser) :</b>		
<b>Section de fonctionnement :</b>	<b>Excédent de</b>	<b>4 662 489.18 €</b>
<b>Section d'investissement :</b>	<b>Excédent de</b>	<b>3 066 984.23 €</b>

- De déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes.

---

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-07

### Objet : Budget annexe Musée – Compte administratif 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-14 selon lequel le maire doit se retirer au moment du vote du compte administratif,

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021,

Vu le compte de gestion de l'exercice 2021,

Vu le compte administratif de l'exercice 2021 présenté par le Maire,

Considérant que M. Olivier LEPICK, Maire de Carnac, a normalement administré pendant le cours de l'exercice 2021 les finances de la commune en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ou utiles,

Constatant les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion 2021 relatives au report à nouveau, au résultat, aux débits et aux crédits budgétaires portés aux différents comptes,

Reconnaissant la sincérité des restes à réaliser,

Considérant que M. Pascal LE JEAN a été désigné pour présider la séance lors de l'adoption du compte administratif,

Considérant que M. Olivier LEPICK, maire, s'est retiré pour laisser la présidence à M. Pascal LE JEAN pour le vote du compte administratif,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et du Développement Economique réunie le 16 février 2022,

### **Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'approuver le compte administratif 2021 du budget annexe Musée, faisant apparaître les résultats suivants :

<b>Résultat à la clôture de l'exercice 2020 :</b>		
Section de fonctionnement:	Résultat	0,00 €
dont : Part affectée à l'investissement en 2020		0,00 €
	Excédent de fonctionnement reporté en 2020	0,00 €
Section d'investissement :	Déficit de	31 507.79 €
<b>Recettes – Titres émis en 2021 :</b>		
Section de fonctionnement		505 501.15 €
Section d'investissement		106 704.30 €
<b>Dépenses – Mandats émis en 2021 :</b>		
Section de fonctionnement		505 501.15 €
Section d'investissement		138 644.70 €
<b>Résultat à la clôture de l'exercice 2021 :</b>		
Section de fonctionnement:	Equilibre.	0,00 €
Section d'investissement :	Déficit de	31 940.40 €
<b>Résultat global de clôture 2021 (hors restes à réaliser) : Déficit de</b>		
Section de fonctionnement :	Equilibre	0,00 €
Section d'investissement :	Déficit de	63 448.19 €

- De déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes.

---

#### **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-08**

#### **Objet : Débat d'Orientations Budgétaires (D.O.B.) 2022**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2312-1, alinéa 2 selon lequel « dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice, ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci »,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal et notamment l'article 24,

Vu le support de présentation du Débat d'Orientation Budgétaire en pièce jointe,

Vu le rapport d'orientations budgétaires 2022,

Après débat en Commission des Finances et Développement Economique le 16 février 2022,

Les orientations budgétaires 2022 sont exposées par le rapporteur, puis débattues par les membres du conseil municipal.

#### **Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :**

- Prend acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires 2022 à partir de la présentation annexée à la présente délibération.

---

#### **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-09**

#### **Objet : Fonds de soutien aux emprunts à risque – versement anticipé du solde d'aide**

Vu l'article 92 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 modifiée de finances pour 2014,

Vu le décret n°2014-444 modifié du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque,

Vu le décret n°2014-810 du 16 juillet 2014 relatif au service à compétence nationale dénommé « Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque »,

Vu l'arrêté du 4 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque,

Vu l'arrêté modifié du 22 juillet 2015 pris en application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque,

Vu la délibération n°2016-54 du 24 juin 2016, relative à l'emprunt à risque et notamment au protocole transactionnel avec la caisse française de financement locale et la SFIL,

Vu la délibération n°2016-55 du 24 juin 2016, relative à la signature de la convention avec l'Etat en vue du versement de l'aide du fonds de soutien attribuée pour l'emprunt à risque contracté auprès de Dexia Crédit Local n°MPH251051EUR001,

Vu la délibération n°2017-137, relative à la reconduction du dispositif d'aide dérogatoire relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risques.

Vu la convention n°16215600347 SFIL PCD en date du 10/08/2016

Vu l'avenant à cette convention n°18215600347 SFIL RAE en date du 22 juillet 2019

Considérant que la notification de versement anticipé en une fois de l'aide pour le remboursement anticipé de contrats de prêts ou de contrats financiers structurés à risque,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique, réunie le 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'approuver l'avenant n°21215600347SFILRAE/D1C1 à la convention n°16215600347 SFIL PCD tel qu'annexé à la présente délibération
- D'autoriser la maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-10**

**Objet : Tennis de Beaumer – Rapport d'activités et comptes annuels 2019-2020**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L1411-3,

Vu la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, notamment son article 40-1,

Vu l'article 2 de la loi n°95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public,

Vu les articles 25 et 26 du contrat d'affermage signé avec Monsieur Christophe COINTE, gérant de la société « SARL NOTICE », pour l'exploitation du Tennis-club de Beaumer,

Considérant qu'en application de ces dispositions réglementaires, le gérant de la « SARL NOTICE » a transmis à la ville de Carnac le rapport annuel du délégataire relatif à l'exploitation du Tennis-club de Beaumer pour l'exercice 2019-2020,

Considérant également que ces rapports doivent faire l'objet d'une communication au Conseil Municipal,

Après avoir constaté la contribution du Tennis-club de Beaumer au développement économique touristique de la station,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :**

- Prend acte de la communication du rapport d'activités et des comptes annuels de l'exercice 2019-2020 annexés à la présente délibération.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-11**

**Objet : Tennis de Beaumer – Rapport d'activités et comptes annuels 2020-2021**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L1411-3,

Vu la Loi n°93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, notamment son article 40-1,

Vu l'article 2 de la loi n°95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public,

Vu les articles 25 et 26 du contrat d'affermage signé avec Monsieur Christophe COINTE, gérant de la société « SARL NOTICE », pour l'exploitation du Tennis-club de Beaumer,

Considérant qu'en application de ces dispositions réglementaires, le gérant de la « SARL NOTICE » a transmis à la ville de Carnac le rapport annuel du délégataire relatif à l'exploitation du Tennis-club de Beaumer pour l'exercice 2020-2021,

Considérant également que ces rapports doivent faire l'objet d'une communication au Conseil Municipal,

Après avoir constaté la contribution du Tennis-club de Beaumer au développement économique touristique de la station,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :**

- Prend acte de la communication du rapport d'activités et des comptes annuels de l'exercice 2020-2021 annexés à la présente délibération.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-12**

**Objet : Participation à l'appel à projets A VELO 2 – Développer le système vélo dans les territoires**

Le 24 septembre 2021 le conseil municipal a autorisé le lancement d'une consultation sous forme de marché à procédure adaptée pour la réalisation d'un schéma directeur cyclable. Cette démarche peut être accompagnée financièrement et techniquement par l'Etat en candidatant à l'Appel à Projets « A VELO 2 » ouvert du 18 janvier au 4 avril 2022. Cet AAP s'appuie sur l'objectif d'augmentation de la part modale vélo fixée à 9% par le Gouvernement dans le Plan vélo et mobilités actives arrêté en 2018, il a pour ambition d'accompagner 400 territoires peu denses à développer la mobilité quotidienne à vélo.

Quatre axes sont proposés dans le cadre de cet AAP (la commune peut candidater à un ou plusieurs axes) :

- Axe 1 : soutenir la construction d'une stratégie de développement d'aménagements cyclables via le financement d'études
- Axe 2 : soutenir l'expérimentation de services vélo dans les territoires
- Axe 3 : soutenir l'animation et la promotion de politiques cyclables intégrées à l'échelle du territoire
- Axe 4 : soutenir l'ingénierie territoriale pour mettre en œuvre une politique cyclable intégrée à l'échelle du territoire

L'assiette des dépenses éligibles (hors axe 4) est plafonnée à cent mille euros (100 000 €) par axe. Le montant total maximal de l'aide par porteur de projet est fixé à deux cent mille euros (200 000 €),

L'ensemble des lauréats bénéficieront d'un soutien technique assuré par l'ADEME et ses partenaires (mise en réseau, partage de ressources, etc.).

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

Considérant que la commune de Carnac dispose de la compétence voirie, et qu'elle a pour projet la réalisation d'un réseau cyclable maillé à l'échelle de l'ensemble du territoire communal,

Vu l'avis favorable de la Commission Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces du 1<sup>er</sup> février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De transmettre un dossier de candidature, et d'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces nécessaires à ce dossier.

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-13

### Objet : Acquisition à l'Euro symbolique de la parcelle AP 977 appartenant à PROMOGIM – Chemin des Paludiers

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n° 2019-148 du 6 décembre 2019 validant la négociation avec la société PROMOGIM pour la rétrocession à la commune, pour un euro symbolique, d'une partie de la parcelle AP 205 (inscrite au PLU sous OP n°10) représentant une superficie approximative de 1309 m<sup>2</sup>,

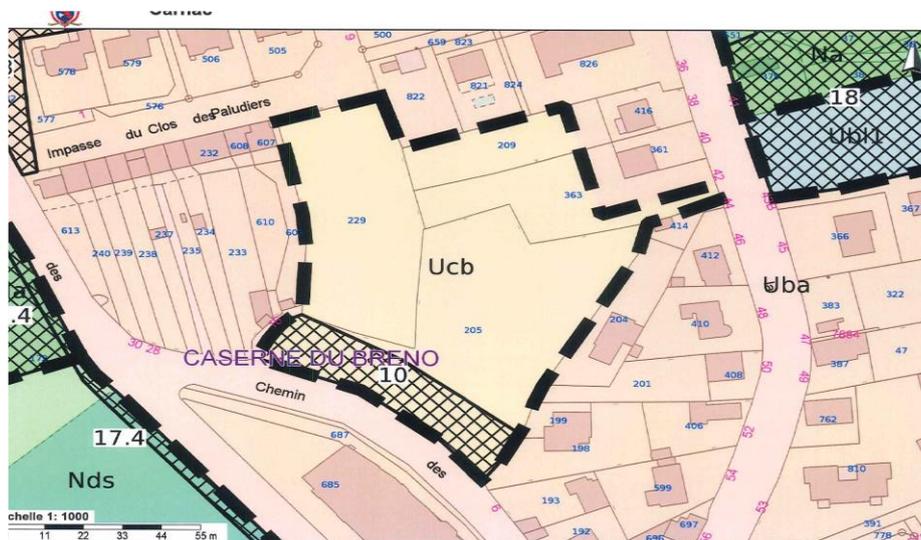
Vu le plan de division et le document d'arpentage établi par GEO BRETAGNE SUD, géomètre, en date du 16 juillet 2021, pour la création de la parcelle cadastrée AP 977 d'une superficie de 1318 m<sup>2</sup>,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Urbanisme réunie le 18 janvier 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique réunie le 16 février 2022,

### Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'acquérir à l'euro symbolique la parcelle cadastrée AP 977 d'une superficie de 1318 m<sup>2</sup>,
- De confirmer que les frais de notaire seront à la charge de la commune,
- D'approuver le classement dans le domaine public communal de l'emprise à acquérir,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.





## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-14

### Objet : Acquisition gratuite de la parcelle BD 1228 appartenant à ARC PROMOTION ARMORIQUE – Avenue du Roër / du Rahic

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n° 2011-122 du 14 décembre 2011 validant la négociation avec la SARL LA SOURCE pour la rétrocession gratuite à la commune de la parcelle BD 1228 d'une superficie de 122 m<sup>2</sup> conformément à l'opération n° 5.18 inscrite au Plan Local d'Urbanisme,

Vu le Permis de Construire n° 05603421W0111 déposé le 9 décembre 2021 par la SARL ARC PROMOTION ARMORIQUE faisant apparaître la parcelle BD 1228 à rétrocéder à la commune,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Urbanisme réunie le 18 janvier 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces du 1er février 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

#### Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'acquérir gratuitement la parcelle cadastrée BD 1228 d'une superficie de 122 m<sup>2</sup>,
- De confirmer que les travaux de démolition du mur actuel et de remise en état de la voirie seront à la charge de la commune,
- De confirmer que les travaux de reconstruction du mur de clôture au nouvel alignement et à l'identique de l'existant sera à la charge du promoteur immobilier,
- De confirmer que les frais de notaire seront à la charge de la commune,
- D'approuver le classement dans le domaine public communal de l'emprise à acquérir,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-15

### Objet : Mise à l'alignement et acquisition d'une parcelle AK373 – Allé des Goémons

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, et notamment les emplacements réservés,

Considérant que le GROUPE ARC est propriétaire de la parcelle cadastrée AK 373 située au allée des Goémons,

Considérant que cette parcelle est grevée d'un emplacement réservé au profit de la commune de Carnac destiné à permettre l'alignement de la voie publique,

Considérant qu'aux termes des échanges, un accord écrit est intervenu le 21 mai 2021 quant aux modalités d'acquisition par la commune de 44 m<sup>2</sup>, correspondant à la zone grevée de l'emplacement réservé,

Vu le plan établi par AG2M, géomètre, confirmant la surface de 44 m<sup>2</sup> de terrain à acquérir sur la nouvelle parcelle cadastrée BK 373 issue de la parcelle BK 119, conformément au plan annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable émis par la Commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

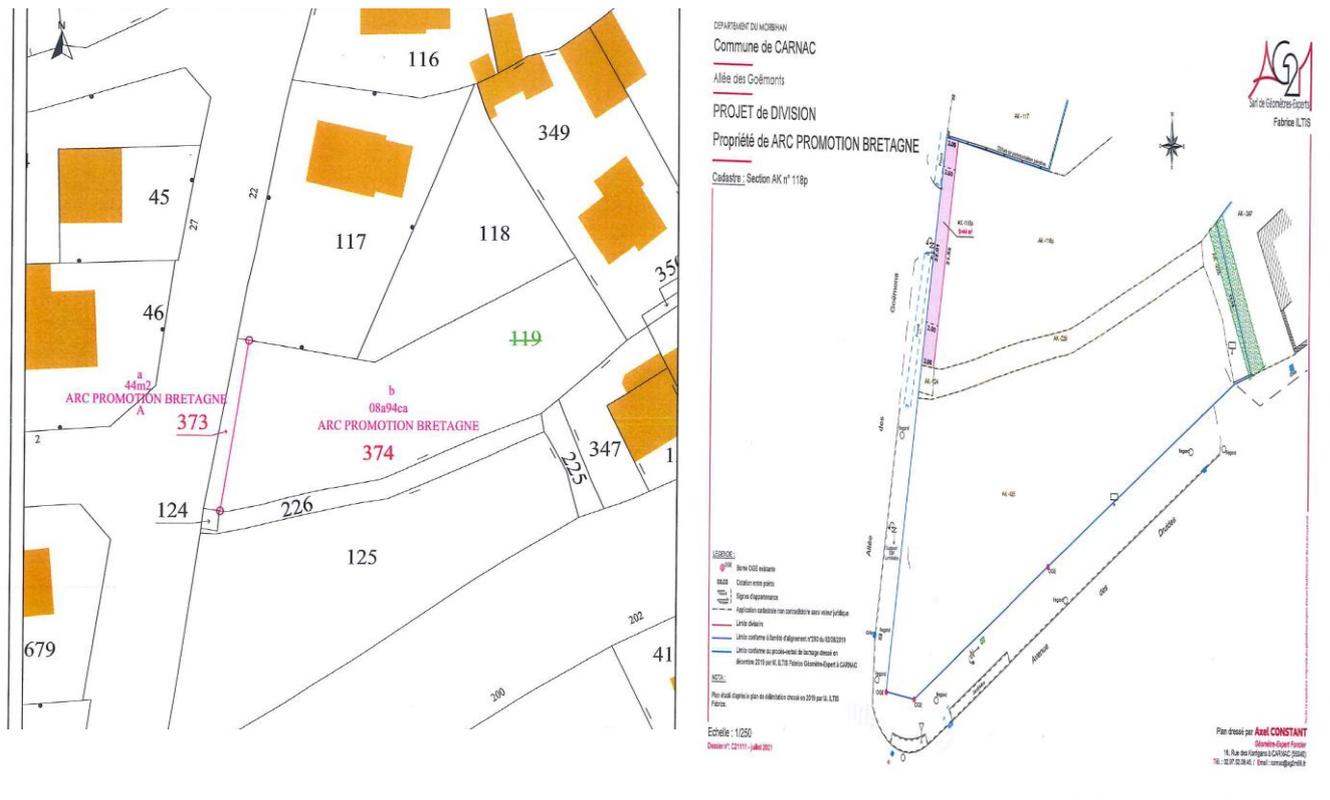
Vu l'avis favorable émis par la Commission Urbanisme réunie le 18 janvier 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

#### **Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'acquérir la parcelle cadastrée BK 373 d'une superficie de 44 m<sup>2</sup>, au prix de 10 €/m<sup>2</sup>, soit 440 €,
- De confirmer que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge du groupe ARC,
- D'approuver le classement dans le domaine public communal de l'emprise à acquérir,

- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-16

### Objet : Convention de partenariat relative à la valorisation des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE) des Collectivités d'AQTA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), créé par les articles 14 à 17 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE), constitue l'un des instruments importants de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Le dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les « obligés » (électricité, gaz, chaleur, froid, fioul domestique et carburants pour automobiles). Ces derniers sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients.

M. le maire précise que la présente convention a pour objet de mettre en œuvre le dispositif de regroupement prévu à l'article L 221-7 du Code de l'énergie pour permettre à la commune de valoriser les actions de maîtrise de la demande en énergie réalisées sur son patrimoine sous la forme de Certificats d'Économies d'Énergie.

Elle définit les modalités de partenariat entre la commune et la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA) pour l'obtention groupée et la vente des Certificats d'Économies d'Énergie issus de travaux réalisés sur le patrimoine communal.

Les frais de gestion appliqués par L'OPERATEUR sont calculés sur la base d'un pourcentage du montant des ventes de CEE, et reste fixe pour la durée de la convention. Ces frais représentent 5 % du montant de la vente des CEE.

Vu la convention annexée à la présente délibération,

Vu l'avis favorable émis par la Commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-17**

**Objet : Convention d'occupation d'une parcelle communale par Morbihan Energies – Avenue Duguesclin – Parcelle AM 465**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu la convention annexée à signer avec Morbihan Energies pour l'occupation d'une parcelle communale,

Vu l'avis favorable émis par la Commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De valider la convention d'occupation par Morbihan Energies d'une parcelle communale cadastrée AM 465 située avenue Duguesclin,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces devant intervenir.

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-18**

**Objet : Morbihan Energies – Effacement des réseaux – Allée des Goémons**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget communal,

Vu les statuts de Morbihan Energies validés par la délibération 2018-21 du 23 mars 2018,

Considérant la nécessité de procéder à l'effacement des réseaux allée des Goémons, la commune sollicite Morbihan Energies pour l'enfouissement des réseaux BT.

Vu l'engagement de contribution présenté par Morbihan Energies relatif aux travaux d'enfouissement des réseaux de l'allée des Goémons,

Montant prévisionnel du chantier (H.T)	15 100,00 €
Contribution Morbihan Energies	9 815,00 €
Contribution commune	5 285,00 €

Vu l'avis favorable émis par la commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

Vu l'avis favorable émis par la commission Finance et Développement Economique réunie le 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De valider l'engagement de contribution de Morbihan Energies pour l'enfouissement des réseaux BT, de l'allée des Goémons pour un montant de 5 285,00 € H.T
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'engagement de contribution de Morbihan Energies

---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-19**

**Objet : Mise à l'alignement et acquisition d'une parcelle BE 508 – Rue des Korrigans – Madame DANIC**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, et notamment les emplacements réservés,

Considérant que Mme DANNIC Sylvie est propriétaire de la parcelle cadastrée BE 33 située au 29 rue des Korrigans,

Considérant que cette parcelle est grevée d'un emplacement réservé n° 5.4, inscrit au PLU, au profit de la commune de Carnac destiné à permettre l'élargissement de la voie publique,

Considérant le courrier adressé à Mme DANNIC le 26 avril 2021 l'informant des modalités d'acquisition par la commune d'une partie de sa propriété, correspondant à la zone grevée de l'emplacement réservé,

Vu le plan établi par AG2M, géomètre, confirmant la surface de 32 m<sup>2</sup> de terrain à acquérir sur la nouvelle parcelle cadastrée BE 508 issue de la parcelle BE 33, conformément au plan annexé à la présente délibération,

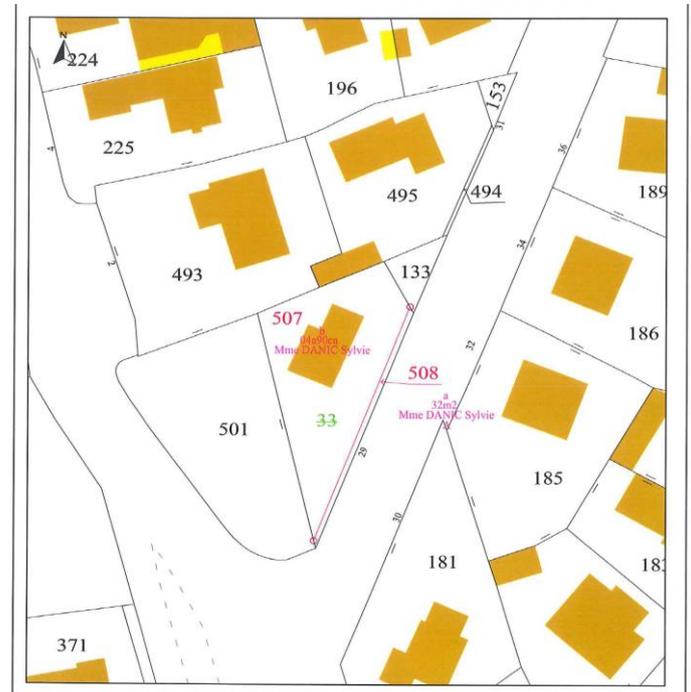
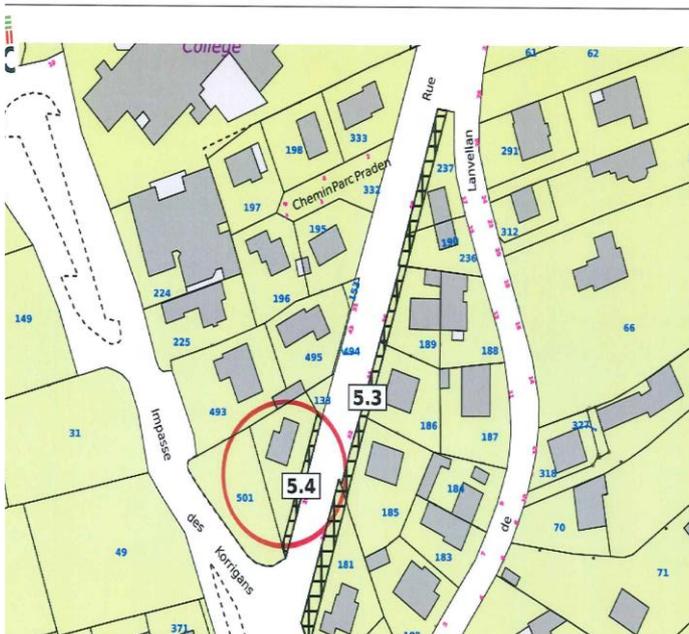
Vu l'avis favorable émis par la Commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Urbanisme réunie le 18 janvier 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

### Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'acquérir la parcelle cadastrée BE 508 d'une superficie de 32 m<sup>2</sup>, au prix de 10 €/m<sup>2</sup>, soit 320€,
- De confirmer que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la commune,
- De confirmer que les frais de travaux de recul du mur et des divers compteurs au nouvel alignement seront à la charge de Mme DANNIC,
- D'approuver le classement dans le domaine public communal de l'emprise à acquérir,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-20

**Objet : Acquisition à titre gratuit des parcelles AE 484-485-486 – Chemin de Parc Belann – Consorts LE GALL**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Compte-rendu du Conseil Municipal du 24 Février 2022

Page 13 sur 16

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le courrier des Consorts LE GALL en date du 30 novembre 2020 proposant à la commune la régularisation à titre gratuit des alignements de leur propriété située chemin de Parc Belann,

Vu le plan de division établi par AG2M, géomètre, confirmant les références cadastrales et les surfaces des parcelles AE 484 (9m<sup>2</sup>), AE 485 (35 m<sup>2</sup>) et AE 486 (2 m<sup>2</sup>), conformément au plan annexé à la présente délibération,

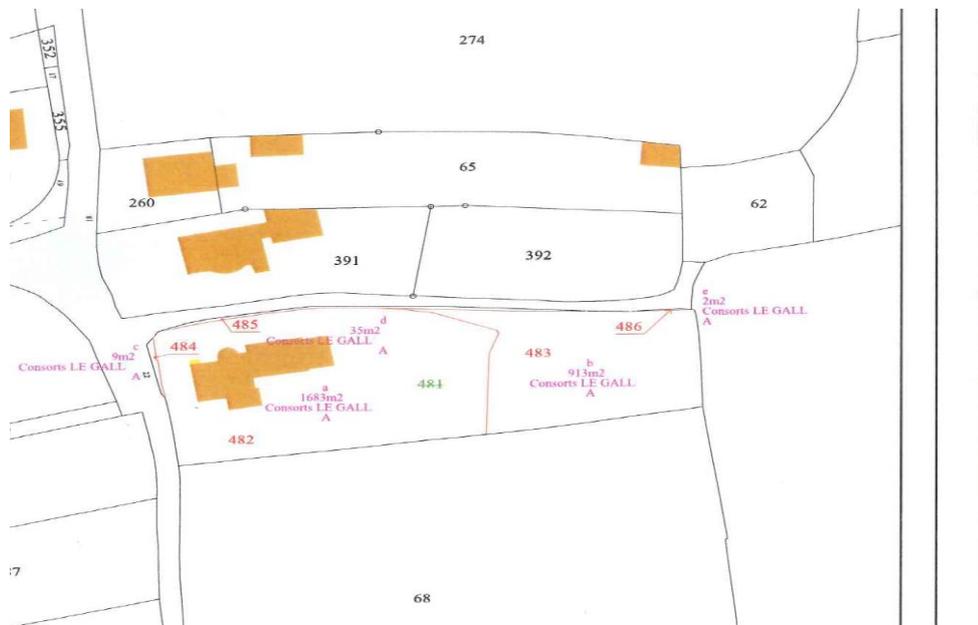
Vu l'avis favorable émis par la Commission de Travaux, Sécurité, Développement Durable et Circulations Douces réunie le 1er février 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Urbanisme réunie le 18 janvier 2022,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'acquérir à titre gratuit les parcelles cadastrées AE 484 (9m<sup>2</sup>), AE 485 (35 m<sup>2</sup>) et AE 486 (2 m<sup>2</sup>), soit 46 m<sup>2</sup>
- De confirmer que les frais de notaire seront à la charge de la commune,
- D'approuver le classement dans le domaine public communal de l'emprise à acquérir,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.



---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-21**

**Objet : Cession à l'Euro symbolique de la parcelle AR 651 appartenant à la commune au profit de la SCI LH IMMOBILIER**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les échanges de courrier avec la SCI LH IMMOBILIER proposant à la commune la cession à l'euro symbolique de la parcelle AR 651 représentant 9 m<sup>2</sup>, située en bordure de la parcelle AR 649, avenue des Druides,

Vu le plan ci-dessous,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De céder à l'euro symbolique la parcelle cadastrée AR 651 d'une superficie de 9 m<sup>2</sup>,
- De confirmer que les frais de notaire seront à la charge de la SCI LH IMMOBILIER,
- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'acte authentique et toutes les pièces nécessaires à ce dossier.



---

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-22**

**Objet : Convention de concession de places de stationnement avec la SARL LE COURDIEC – Rue de Courdiec**

Vu le code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-33, et L421-3,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Carnac et notamment l'article stipulant : « Le stationnement des véhicules automobiles et des deux roues, correspondant aux besoins des constructions et installations, doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de stationnement doivent être réalisées sur le terrain d'assiette concerné par le projet ou dans l'environnement immédiat.

En cas d'impossibilité technique, urbanistique ou architecturale de les réaliser, le pétitionnaire devra :

- Soit les réaliser sur tout autre terrain distant de moins de 200m situé en zone U ou AU, et en respectant les conditions de desserte ci-dessus énoncées,
- Soit justifier d'une concession de longue durée dans un parc de stationnement public ou de l'acquisition de places dans un parc privé. »

A défaut, il sera fait application des dispositions du code de l'urbanisme.

La création de nouveaux locaux ou logements par division et/ou changement de destination dans un volume bâti existant n'est pas soumise à ces règles. »

Considérant que la SARL LE COURDIEC a un projet de démolition du bâtiment sur les parcelles cadastrées BD 632 et 633, situées 6 et 6 bis rue de Courdiec avec pour objectif la reconstruction de 4 logements d'une surface de 229 m<sup>2</sup> et d'un commerce de 63 m<sup>2</sup> de surface plancher,

Considérant que conformément au Plan Local d'Urbanisme, ce projet nécessite la création de 5 places de stationnement. Or, la surface de la parcelle permet seulement de créer 4 places de stationnement.

Compte tenu de la difficulté réelle d'acquiescer des garages privés à proximité et de l'impossibilité matérielle d'aménager des places de stationnement sur la parcelle constituant l'emprise du projet, il est proposé une convention de concession, d'une durée de 15 ans, pour 1 place de stationnement sur le parking public de la rue de Courdiec situé sur la parcelle cadastrée BE 442, à proximité immédiate du projet.

Vu l'avis de la Commission Urbanisme du 10 février 2022,

Vu l'avis de la Commission Finances et Développement Economique du 16 février 2022,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'approuver la convention de concession d'une place de stationnement sur le parking rue de Courdiéc pour une durée de 15 ans au prix de 10 000 euros
- D'autoriser le Maire à signer la convention correspondante.

---

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2022-23

### **Objet : Personnel communal – Modification du tableau des emplois**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération N° 2020-121 du 25 septembre 2020 instituant un tableau des emplois au sein des services de la commune de Carnac,

Considérant que le tableau des emplois reflète l'organisation des services de la commune et fixe l'effectif nécessaire au bon fonctionnement des services,

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des emplois afin de tenir compte des départs en retraite, mutations et évolutions des services.

### **Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- De modifier à compter du 1er mars 2022 le tableau des emplois joint en annexe ;
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget.